

STRASBOURG /  
CONSEIL MUNICIPAL**Cantine bio:  
offre insuffisante**

A l'occasion du renouvellement du marché de la restauration scolaire arrivant à échéance, la municipalité entend accroître la part des produits biologiques dans les repas distribués dans les cantines et à «maîtriser l'empreinte écologique du marché en réduisant le coût carbone des produits».

Le marché soumis à appel d'offres est divisé en six lots, chacun comprenant plusieurs établissements scolaires. Au sein de chacun de ces lots, le futur prestataire devra «approfondir» la démarche de minimisation du coût carbone dans un établissement scolaire en particulier.

Pascal Mangin a regretté le «manque d'ambition» de la mesure qui ne permet de proposer le bio qu'à «une seule école dans chacun des secteurs géographiques». Idem pour Fabienne Keller et Martine Calderoli-Lotz. Réponse de l'adjointe Marie-Françoise Buffet qui a remis les choses dans leur contexte: «Aujourd'hui, il n'y a qu'un repas bio par trimestre et à peine dix marchands bio dans le Bas-Rhin. L'offre n'est pas suffisante. Notre but est de créer un effet levier pour permettre aux agriculteurs de passer au bio.»

Anne Schumann s'est aussi inquiétée du surcoût potentiel pour les parents. «1€ de plus par repas», a précisé l'adjointe en charge des affaires scolaires Nicole Dreyer.

Ph.D.

**Prologis: avis favorable avec réserves**

Le conseil municipal a émis un avis favorable assorti de différentes réserves en ce qui concerne la demande d'autorisation présentée par la société Prologis en vue d'une extension du pôle logistique construit en 2008 rue de Châlon-sur-Saône, dans la zone portuaire sud de Strasbourg (les DNA du 29 janvier).

Aux craintes exprimées par Geneviève Werlé et Fabienne Keller pour ce qui est du stockage de matières liquides inflammables et d'aérosols—les deux élues du groupe Strasbourg au centre estiment que le terrain est trop proche des habitations—, l'adjointe en charge du développement durable, Françoise Buffet, a opposé les différentes précautions prévues: étude adaptée au cas par cas en fonction des produits, murs et portes coupe-feu, écran protecteur, site placé sous surveillance permanente. L'adjoint du quartier de Neudorf, Philippe Bies, juge pour sa part qu'on tente «d'inquiéter la population pour des raisons politiciennes».

Le groupe Strasbourg au centre a voté contre. Marc Merger (MoDem) a voté pour. Le groupe des Démocrates pour le progrès s'est abstenu.

**L'agenda**

STRASBOURG

**Vente de solidarité**

► **Samedi 7 février.** Le Secours populaire français organise une vente de solidarité de vêtements neufs et d'occasion, de chaussures, de livres et bric à brac, de 8 h à 16 h, dans ses locaux, 150 av de Colmar à la Meinau, arrêt de tram Krimmeri. © 03 88 36 28 91.

**Groupe scolaire Karine / Mobilisation des parents d'élèves****L'école occupée hier soir**

A l'instar de nombreuses écoles de France, les parents d'élèves ont occupé le groupe scolaire Karine de HautePierre, hier soir, pour la première «nuit des écoles» strasbourgeoise. L'occasion de crier leur indignation face aux nouvelles mesures qu'ils estiment dangereuses pour leurs enfants.

■ La nuit est tombée. Les enfants qui jouaient dans la cour de l'école élémentaire Karine se sont regroupés à l'intérieur pour dessiner. Des provisions attendent pour tenir jusqu'à 22 h. La «nuit des écoles» organisée hier soir par les parents d'élèves et animée par le syndicat d'enseignants SNUipp est une première à Strasbourg.

Il faut dire que les sujets d'inquiétude ne manquent pas. La suppression des postes de Rased (réseau d'aides spécialisées aux enfants en difficulté) arrive en tête des préoccupations. «Ma fille en a bénéficié, raconte Chantal qui fume une cigarette avant le débat. Ces gens formés, spécialisés, font un travail exceptionnel. Désirée était stressée, elle a évolué. Je suis énormément inquiète.»

L'école Karine vient d'apprendre qu'elle perdra encore une classe en septembre. Ce qui fait réagir une maman, un café à la main: «Des classes pas trop lourdes, c'est absolument indispensable dans les quartiers!»

**«On trouve des milliards pour donner aux banquiers: des milliards, il y en a!»**

«On défend la même chose que vous: une école de qualité pour tous. Bientôt, on ne pourra plus aider les enfants à la mesure de leurs besoins», explique l'animatrice de la soirée, Catherine Le Duff, enseignante, membre du



La «nuit des écoles» organisée hier soir par les parents d'élèves est une première à Strasbourg. (Photo DNA – Cédric Joubert)

conseil syndical du SNUipp. Un grand cercle d'environ 70 personnes s'est formé.

Les toutes récentes évaluations de CM2, avec des questions pas encore étudiées en classe, soulèvent aussi leur lot d'indignation et d'incompréhension. Des enfants sont rentrés en pleurant en disant qu'ils étaient nuls. «Je trouve ça triste», se lamente une maman.

Une élève de CM2 lance justement avec beaucoup de conviction: «Les évaluations

nationales sont difficiles et stressantes. Et je voudrais savoir pourquoi.» Personne ici n'a la réponse.

Marie-Louise, venue avec sa petite Jennifer, glisse à voix basse: «Ils veulent aussi fermer les maternelles, ça fait un peu beaucoup, je trouve!» Les jardins d'éveil payants, en lieu et place des petites sections, scandalisent une autre dame, maman de trois petits: «J'ai compris que c'est plus une histoire financière que celle de l'avenir de nos en-

fants.» Mais le ministre se fait discret sur la question des maternelles. «Nous, au syndicat, on pense que c'est la mobilisation des parents et des enseignants qui fait qu'il n'en parle plus pour l'instant.»

L'adjoint du quartier Serge Oehler attrape le micro: «Je suis venu vous soutenir. Je viens d'envoyer une lettre au ministre Darcos, qui supprime un poste de Rased sur la maille Jacqueline (\*), c'est inacceptable». «Les parents sont révoltés, l'Education nationale

défavorise les élèves des quartiers!», lance une habitante, très applaudie.

Une militante d'association reprend: «On trouve des milliards pour donner aux banquiers: des milliards, il y en a! Quels sont nos moyens d'action?», interroge-t-elle. La syndicaliste lui répond: «Des actions comme celles-ci. Ce que vous faites ce soir, je trouve ça formidable».

Charlotte Dorn

(\* Voir la liste exhaustive en page Bas-Rhin

**Strasbourg / Deux ministres, deux experts et un rapport sur l'Eurodistrict****Plaidoyer pour «du concret»**

■ Un rapport a été remis hier aux ministres français et allemand des Affaires européennes à Strasbourg. Il détaille un catalogue de mesures concrètes pour faciliter le quotidien des citoyens de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

Certains clichés ont la vie dure. Parmi les voitures garées dans la cour de l'hôtel de ville rue Brûlée hier, une 807 aux vitres teintées et une Audi bleu nuit immatriculée à Berlin.

Bruno Le Maire, secrétaire d'État français aux Affaires européennes, et son homologue allemand Günther Gloser étaient à Strasbourg pour apporter leur soutien à l'Eurodistrict, signe que Paris et Berlin ont officiellement donné leur feu vert pour faire avancer la coopération transfrontalière avec des «gestes concrets», Roland Ries, maire de Strasbourg, ayant reposé le dossier sur le bureau après les municipales l'an dernier.

**Résoudre les problèmes quotidiens**

Les deux ministres se sont fait remettre un rapport sur les potentialités de l'Eurodistrict que le prédécesseur de Bruno Le Maire, Jean-Pierre Jouyet, avait commandé l'été dernier. Deux experts fran-



Bruno Le Maire, secrétaire d'État aux Affaires européennes, et son homologue allemand Günther Gloser à l'hôpital de Kork. (Photo DNA – Christian Lutz-Sorg)

çais et allemands, Bernard Cottin et Erwin Vetter, ont planché sur un catalogue de mesures pour résoudre les problèmes quotidiens qui surgissent une fois la frontière franchie: droit fiscal et social des travailleurs frontaliers, échanges entre les écoles, accès aux soins, accès aux services téléphoniques fixes et mobiles... Pour faire de l'Eurodistrict une «région pilote» en matière de coopé-

ration transfrontalière, le rapport Cottin-Vetter préconise également de «définir une stratégie économique, scientifique et technologique» pour 2020.

Seule une coopération concrète dans des secteurs comme le transport, la justice, la santé, les retraites ou l'enseignement pourront «changer la vie» des habitants de l'Eurodistrict, la coopéra-

tion transfrontalière étant «l'exemple de ce que l'Europe doit faire dans les années à venir si elle veut rester crédible aux yeux de nos concitoyens», a conclu Bruno Le Maire. Dans l'après-midi, les deux ministres ont visité le centre d'épilepsie de Kork, qui suit certains patients conjointement avec les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (lire encadré).

Le GECT (\*) qui dotera l'Eurodistrict d'une personnalité

juridique doit voir le jour au printemps, avec un siège à Strasbourg et un secrétariat à Kehl, au pôle de compétences pour les questions européennes. Enfin, les élus de l'Eurodistrict doivent également se rassembler courant mai pour un «serment des Deux Rives», sans doute sur la passerelle éponyme. Sans doute aussi après Obama.

Aude Gambet

(\* Groupement européen de coopération transfrontalière

**Epilepsie: se faire soigner à Kork et à Strasbourg**

Envoyer un patient allemand atteint d'épilepsie passer des examens à Strasbourg plutôt qu'à Fribourg ou Karlsruhe, assurer son suivi avec deux équipes médicales situées de part et d'autre de la frontière et son remboursement par sa caisse d'assurance maladie. C'est possible depuis le 1<sup>er</sup> janvier et la mise en place du projet SEEK, élaboré par le centre d'épilepsie de Kork et le service de neurologie des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. Les deux établissements travaillent ensemble depuis plusieurs années, mais viennent de créer une plate-forme transfrontalière pour le traitement de l'épilepsie, qui permet notamment de mutualiser leurs équipements techniques. Le projet, chiffré à 2,4 millions d'euros, est financé pour moitié par l'Union européenne.

Parmi les autres projets en cours, une structure d'accueil franco-allemande pour les enfants épileptiques de 6 mois à 6 ans pourrait être créée à Kork, un internat médicalisé pour les adolescents de 12 à 16 ans pourrait éventuellement l'être à Strasbourg. Il est encore question d'un centre d'information commun aux deux pays.